

Les Roms : le nouveau défi européen

## **La face cachée de l'Europe**

**L'Europe est généralement perçue comme un exemple de solidarité et de respect des droits humains. Mais ce symbole n'est pas sans faille. Surtout lorsqu'il est question des Roms, la plus importante minorité d'Europe. Marginalisés depuis des siècles, ils dérangent encore aujourd'hui. Et si l'un des plus grands défis de l'Union européenne (UE) était l'intégration d'une partie de ses propres citoyens?**

**Gaétan POULIOT**

« L'Europe de la solidarité, ce n'est pas encore une réalité », lance Michèle Mézard du Collectif Romeurope, une organisation qui milite pour la reconnaissance des droits des Roms. Ce peuple méconnu a été persécuté et discriminé tout au long de son histoire. Mais avec la chute du bloc communiste et l'élargissement de l'UE, les problèmes auxquels ils font face sont devenus une priorité en matière de défense des droits humains, selon un rapport récent de la Commission européenne.

On estime leur nombre entre 8 et 10 millions dans l'Union européenne (quelque 12 millions pour l'ensemble de l'Europe). Tsiganes, Manouches, Gitans ou Bohémiens, ce sont quelques noms qu'on leur donne. Principalement établis en Europe de l'Est, les Roms sont présents dans tous les pays du continent. Mais malgré leur grand nombre, on connaît peu de choses d'eux. Leurs ancêtres seraient partis du nord de l'Inde il y a au moins sept siècles et ils auraient migré jusqu'en Europe. On en retrouve aussi en Turquie, aux États-Unis et au Brésil. Bien qu'ils soient dispersés,

ils possèdent une culture et une langue qui leur est propre. Leur langue, le romani, est issue du sanskrit. Dans cette langue, Rom signifie simplement humain.

### **Une histoire de persécution**

Depuis leur arrivée en Europe au Moyen-Âge, ce groupe a été systématiquement mis au ban de la société. « Après les avoir rejetés au 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> siècle, on a voulu les exploiter et les assimiler », explique Jean-Pierre Liégeois, auteur de *Roms et Europe* et maître de conférence à la Sorbonne. Parmi les exemples de persécutions, M. Liégeois note qu'ils ont été victimes d'esclavage jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle en Roumanie. On les faisait travailler dans des mines de mercure en Espagne, et plusieurs pays les envoyaient dans les galères ou les déportaient dans leurs colonies. En Autriche, au 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècle, « on enlevait les enfants Roms à leurs parents et les forçait à fréquenter des écoles où on leur interdisait de parler leur langue et de porter leurs vêtements traditionnels », raconte M. Liégeois.

Le 20<sup>e</sup> siècle fut également tragique pour les Roms. Un demi-million d'entre eux ont été assassinés par le régime nazi entre 1933 et 1945. Comme les Juifs, ils étaient considérés comme une race inférieure qu'il fallait exterminer. La fin de la guerre ne mettra pas fin à leur souffrance. « On recense des cas de stérilisation de femmes roms en Slovaquie jusqu'en 2004 », s'indigne Malik Salemcour, vice-président de la Ligue des droits de l'Homme et co-animateur du Collectif Romeurope.

Aujourd'hui, les Roms font partie des Européens les plus pauvres. Dans certains pays de l'UE, le taux de chômage des Roms est dix fois plus élevé que la moyenne nationale. De plus, l'accès aux soins de santé, à un logement salubre et au système d'éducation est loin de leur être acquis.

« C'est la minorité la plus exposée et la plus vulnérable, explique Peter Leuprecht directeur de l'Institut d'études internationales de Montréal et ancien directeur des Droits de l'Homme au Conseil de l'Europe. Ils n'ont pas un État protecteur, comme les autres minorités européennes ».

Les politiques développées à l'égard des Roms ont souvent eu pour but leur exploitation ou simplement leur disparition culturelle ou même physique. Résultat : « Au fil des siècles, c'est une incompréhension mutuelle qui s'est développée », explique Jean-Pierre Liégeois. Et encore aujourd'hui, « ils sont considérés comme des étrangers, même s'ils sont présents dans de nombreux pays européens depuis quatre ou cinq siècles », fait remarquer Malik Salemkour.

La situation des Roms en Europe ressemble étrangement à celle des peuples autochtones au Canada. « L'analogie est tout à fait pertinente », selon Peter Leuprecht. Malgré les différences historiques, « les stéréotypes, l'exclusion et les problèmes sociaux sont similaires », dit-il.

### **De l'exclusion à l'inclusion**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2007, l'Union européenne s'est agrandie avec l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie. Un élargissement qui a eu pour effet la résurgence de la question rom, car près de 10 % de la population de ces pays sont Roms. Dans le cas de la Roumanie, cela représente 2 millions de personnes, la plus grande population de Roms en Europe. Ils sont maintenant citoyens de l'UE, avec une relative liberté de circulation.

Malgré cette liberté de mouvement, les Roms de l'UE font toujours face au rejet. En novembre dernier, un Rom roumain est soupçonné d'avoir tué une Italienne. Cet événement a exacerbé le sentiment anti-Roms et l'Italie a adopté un décret pour faciliter leur expulsion.

Selon Jean-Pierre Liégeois, l'élargissement de l'Union européenne serait cependant une bonne chose. « Les institutions internationales sont très importantes dans ce contexte et peuvent se substituer aux États dans certains domaines », explique-t-il. Notamment, pour stimuler la coopération et favoriser l'intégration des Roms. C'est aussi ce que pense M. Leuprecht. Les pays qui veulent intégrer l'UE doivent aussi respecter certains critères et « l'un de ces critères, c'est le respect des minorités », souligne-t-il. De plus, les Roms eux-mêmes utilisent les organisations internationales européennes pour faire entendre leur voix et faire respecter leurs droits.

M. Liégeois estime par ailleurs que les Roms ont un rôle important à jouer dans la nouvelle Europe. Avec la croissance de la mobilité, les pays européens doivent gérer de plus en plus la diversité culturelle. Et dans ce sens, « les Roms peuvent être une source d'inspiration pour la construction de l'Europe », croit-il.